



Françoise Roche  
Secrétaire générale

5, rue Clisson 75013 PARIS / T 0684572075 / T F 0153940753  
[FR41@wanadoo.fr](mailto:FR41@wanadoo.fr) / [snca.nat@free.fr](mailto:snca.nat@free.fr)  
[www.snca-nat.fr](http://www.snca-nat.fr)

## **COMMUNIQUE**

### **La plus mauvaise façon de prétendre revaloriser la voie professionnelle : la faire disparaître ...**

C'est effectivement ce que le ministre et les organisations signataires du **Protocole de discussion** sur le bac pro 3 ans – SNETAA, SGEN, SE-UNSA, SNALC, SNPDEN, etc. – sont en train de commettre.

Dans cette affaire, le pire est-il l'égalitarisme affiché par le ministre dans ses intentions sur le bac pro 3 ans ? Ou l'inconséquence des organisations signataires qui participent à l'entreprise libérale de liquidation des qualifications diplômantes ?

Le baccalauréat professionnel, depuis sa création, a toujours été une qualification de spécialisation venant après la première qualification diplômante du BEP. Avec ce **Protocole**, il est ramené à une unique qualification, une option parmi d'autres du bac.

Conséquence immédiate : la disparition des BEP au prétexte de leur rénovation (*sic*) ! Ce sont des « champs professionnels », vieille scie des pédagogistes pourfendeurs de la voie professionnelle, au contenu indéterminé, qui remplaceront la première qualification que sanctionnait le BEP, lequel se préparait en 2 ans et avait une véritable valeur qualifiante et diplômante sur le marché du travail. D'ailleurs, le SNCA e.i.L. Convergence s'interroge : ce qui est reproché au BEP, ne serait-ce pas d'avoir été jusqu'à présent un véritable diplôme reconnu par le plus grand nombre des branches professionnelles\* et, par là, susceptible de permettre une bonne intégration professionnelle et sociale des jeunes travailleurs ?

Car il s'agit bien de cela : plutôt que de l'intérêt véritable des futurs jeunes travailleurs, il faut continuer à traiter les élèves comme des flux qui sont dirigés vers les cursus scolaires les plus « économiques » possible et surtout les plus serviles vis-à-vis des directives européennes (chaque état doit afficher 80 % d'une cohorte au niveau IV – le bac -, 50 % au niveau III – diplômes du supérieur, le niveau de ces « niveaux » étant bien entendu à la baisse !)

Comment pourrait-il en être autrement dans le contexte de diminution des emplois et des postes mis aux concours de recrutement, corollaire de la précarité grandissante des personnels qui frappe tout particulièrement ceux de la voie professionnelle ?

En passant d'un cursus de 2 ans + 2 ans à un cursus en 3 ans dans la voie professionnelle, en faisant disparaître un diplôme, donc des examens, de niveau V (CAP, BEP actuels), en mettant sur le même plan les diplômes de l'Education Nationale et les certifications d'entreprise, l'actuel ministre de l'Education Nationale pense sans doute qu'il sera reconnu comme le fort en thème de la politique gouvernementale et présidentielle en cours.

Au mépris des élèves, des attentes de leurs familles, du dévouement des personnels et des valeurs de la République ...

Paris, le 31 janvier 2008

*\*Il est vrai qu'à l'initiative de bac pro 3 ans, il y a l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie qui, elle, a toujours refusé de reconnaître le BEP.*